

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564 PAU

Pau, le 24/03/2025

Rapport de visite d'inspection du 20/02/2025

Site des puits LACQ-11, LACQ-32, LACQ-34, LACQ-35, LACQ-36, LACQ-111, LACQ-117, LACQ-118, LACQ-120, LACQ-123 et LACQ-124
Site des manifolds M16, M12 et M12bis
Concession d'hydrocarbures de Lacq

Références : DREAL/2025D/2094

Dans le cadre de l'instruction de la déclaration d'arrêt de travaux miniers transmise le 20/06/2024, et conformément aux dispositions de l'article 46 du décret du 6 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, l'inspection de l'environnement s'est rendue le 20/02/2025 sur les sites des puits LACQ-11, LACQ-32, LACQ-34, LACQ-35, LACQ-36, LACQ-111, LACQ-117, LACQ-118, LACQ-120, LACQ-123 et LACQ-124, ainsi que sur les sites d'emprise des manifolds M16, M12 et M12bis afin de procéder, pour chacun d'entre eux, à une visite de récolement.

Cette visite ne concerne pas le réseau de collectes associées au puits LA119, objets de la même DADT. Le réseau de collecte fera l'objet d'une visite de récolement distincte, une fois le mémoire de fin de travaux transmis.

Ce rapport reprend les constats réalisés sur les sites lors de la visite. Ce rapport ne constitue pas un PV de récolement. Celui-ci sera établi, dès lors que les compléments associés aux demandes listées dans le présent rapport auront été transmis.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 sur des puits LACQ-11, LACQ-32, LACQ-34, LACQ-35, LACQ-36, LACQ-111, LACQ-117, LACQ-118, LACQ-120, LACQ-123 et LACQ-124, ainsi que sur les sites d'emprise des manifolds M16, M12 et M12bis. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025.

Ces installations sont liées à l'exploitation de la concession de mines d'hydrocarbures « concessions de Lacq » (titre minier n° C03 détenu par GEOPETROL SA) qui s'étend sur 450 km² et dont la période de validité court jusqu'au 03/10/2041.

Par arrêté ministériel du 10/10/2014, les concessions de Lacq ont été mutées au profit de la société GEOPETROL SA. Le cédant, à savoir Total Exploration et Production France (TEPF), s'est engagé à finaliser l'abandon des puits et installations de surface non cédés à GEOPETROL et explicitement désignés dans les dossiers de mutation.

La société RETIA, dans le cadre de sa mission de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de Total Exploration et Production France (TEPF), a déposé en préfecture le 20 juin 2024, le dossier de déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers (DADT) du réseau de collectes associé au puits LA119, aux manifolds M16, M12 et M12bis et aux puits rattachés LACQ-11, LACQ-32, LACQ-34, LACQ-35, LACQ-36, LACQ-111, LACQ-117, LACQ-118, LACQ-120, LACQ-123 et LACQ-124.

Cette déclaration est établie au titre de l'article L.163-1 et suivants du Code minier et de l'article 43 du décret n°2006-649 du 02/06/2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains. Cette déclaration ne concerne pas le puits LACQ 119 qui est traité dans une autre DADT.

Le dossier a été jugé recevable le 2 juillet 2024. Monsieur le Préfet a pris acte de cette déclaration et a prescrit des mesures complémentaires pour l'arrêt définitif des travaux miniers et l'abandon des collectes via l'arrêté préfectoral Mines/2025/03 du 17 janvier 2025 dit « Premier donné acte ».

Sur la portion de réseau situé entre le puits LA119 et le manifold M8 (exclu de la DADT), étaient anciennement présents les manifolds M16, M12 et M12bis, ces deux derniers étant situés de part et d'autre de l'ancienne passerelle P2 qui traversait le gave de Pau. L'ensemble de ces installations de surfaces (manifolds et passerelle) a été démantelé et retiré fin 1998/début 1999.

En application de l'article 46 du décret du 02/06/2006 précité, un procès-verbal de récolement aux mesures prises par l'exploitant et ou prescrites par le préfet doit être établi.

Les visites, objets du présent rapport, ont été réalisées dans le cadre du récolement mais ne constitue pas le procès-verbal susmentionné. Ce rapport ne reprend que les constats nécessitant des compléments ou une action de l'exploitant.

Contexte de l'inspection : Récolement à l'arrêté préfectoral n°Mines/2025/03 du 17 janvier 2025, dit « Premier donné acte »

2) Constats

Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Une visite des sites a été réalisée le 20 février 2024.

Pour les sites des puits LACQ-11, LACQ-32, LACQ-34, LACQ-35, LACQ-36, LACQ-117, LACQ-118, LACQ-120 et LACQ-124, l'inspection a constaté qu'il n'y avait plus de traces visibles en surface des puits et des installations de surface liées à leur exploitation.

Pour les manifolds M16, M12 et M12bis l'inspection a constaté qu'il n'y avait plus de traces visibles en surface des manifolds et des installations de surface liées à leur exploitation.

Cependant, pour le puits LA111, il a été constaté des installations de surface résiduelles non citées dans la DADT. Il est attendu la réalisation de travaux supplémentaires, en accord avec le propriétaire.

Pour le puits LA123, dans la mesure où le site n'était pas accessible, il est attendu la réalisation d'une nouvelle visite, avec l'accord du propriétaire.

Pour le puits LA011, il est attendu la confirmation des coordonnées de la tête de puits, transmises dans la DADT.

2-4) Fiches de constats

Puits LACQ 011 : Lors de la visite, l'emplacement de la tête de puits sur le terrain semblait différente de celui présenté sur les cartes jointes à la DADT. Dans la DADT, la tête de puits semble être au milieu de la plateforme et sur le site elle était en bordure de parcelle.

→ Demande n°1 : L'exploitant vérifie que les coordonnées de la tête de puits (en Lambert 93) indiquées dans la DADT sont justes. Il met à jour, les cartes de la DADT, si nécessaire.

Puits LACQ 111 : L'inspection a constaté pendant la visite que l'emplacement de la tête de puits se situe à l'intérieur d'un atelier de réparation automobile. Il a bien été constaté l'emplacement de la tête de puits et il n'y a plus de trace visible de celui-ci. Cependant, à proximité immédiate (1 mètre environ) au sud de la tête de puits, l'inspection a constaté la présence d'installations résiduelles. L'exploitant indique qu'il pourrait s'agir de canalisations pour les pompes PL7.

→ Demande n°2 : L'exploitant procède avec l'accord des propriétaires, au retrait de ces canalisations et s'assure pas une visite plus poussée, de l'absence d'autres installations résiduelles.

Puits LACQ 123 : Lors de la visite, l'intérieur du site n'était pas accessible et la végétation présente n'a pas permis d'effectuer de constats. Sans visite du site, il n'est pas possible de lever la police des mines sur ce puits.

→ Demande n°3 : L'exploitant contacte le propriétaire de la parcelle pour en demander l'accès pour une nouvelle visite.

Les visites des sites des autres puits rattachés et des manifolds n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.